

## **Loi El Khomri : le gouvernement veut passer en force**

L'écrasante majorité du monde du travail est hostile à la loi El Khomri. Depuis plus de deux mois, des centaines de milliers de travailleurs ont fait grève et manifesté pour dénoncer cette loi. Les jeunes, les salariés des petites comme des grandes entreprises, les salariés du public comme du privé l'ont dit et redit : ils ne veulent pas de cette démolition du code du travail.

Et, comme si de rien n'était, il revient à quelques centaines de parlementaires, toutes étiquettes confondues, de décider si cette loi s'appliquera ou pas. C'est grossier.

Et ça l'est d'autant plus que le débat parlementaire n'est là que pour amuser la galerie. Le gouvernement se plaint des 5000 amendements déposés et dénonce une obstruction des députés. Mais il a le pouvoir d'imposer ce qu'il veut.

Hollande et Valls se sont donné quelques jours pour convaincre la quarantaine de députés socialistes récalcitrants. Si tant est que l'on peut parler d'arguments et de conviction quand il s'agit de pressions de l'appareil du PS et de chantage à l'investiture pour la députation de 2017 !

Les frondeurs faisant le pari que le navire Hollande est en train de couler et cherchant un plan B continueront de s'opposer. Quant aux autres, ils marchanderont quelques réécritures à la marge et rentreront dans le rang. Alors, les travailleurs auraient tort de compter sur ce genre de girouettes.

Par ailleurs, le gouvernement ne le cache pas. S'il ne parvient pas à rassembler une majorité, il usera de l'article 49.3, comme il l'a déjà fait pour la loi Macron. Cette loi serait alors adoptée sans vote du Parlement.

Elle est belle, leur démocratie ! On nous dit que le peuple a le pouvoir et qu'il l'exerce en élisant le président de la République et les députés. On voit ce qu'il en est avec des députés qui sont pieds et poings liés au système. On voit ce qu'il en est, avec Hollande qui a mené une politique contraire de celle promise.

Et les mêmes s'apprêtent à nous faire un cinéma identique en 2017 !

Et faut-il rappeler que Hollande avait fait du « dialogue social » sa marque de fabrique ? Eh bien voilà sa conception du dialogue social : passer en force, imposer une loi honnie par la grande majorité des travailleurs qui sont les premiers concernés.

On a là un avant-goût du dialogue social que cette loi est censée instaurer. Une loi qui donnera la possibilité au patronat, sous couvert d'accords d'entreprise, d'allonger le temps de travail, de réglementer l'organisation des temps de repos ou de baisser la majoration des heures supplémentaires.

Et le patronat n'aura pas besoin de vote, ni même de 49.3 : il lui suffira d'exercer son chantage à l'emploi et à la compétitivité. Il lui suffira d'exercer tout simplement le pouvoir qu'il a déjà sur les travailleurs.

Le patron du Medef regrette la première mouture de la loi qui le comblait davantage. Comme un enfant gâté, il pleurniche parce qu'il n'en a jamais assez. Jusqu'au bout, il usera de tous les moyens à sa disposition pour que le gouvernement obtempère à ses ordres.

Il faut qu'en face, les travailleurs fassent preuve de la même ténacité et qu'ils usent du seul moyen de pression qu'ils ont : la mobilisation collective.

Les quelques reculs que le patronat déplore, par exemple sur le plafonnement des indemnités prud'homales ou sur les conditions de travail des apprentis, ont été obtenus grâce aux mobilisations.

Depuis le 9 mars, des dizaines, des centaines de milliers de travailleurs, de jeunes et de moins jeunes ont exprimé leur colère et montré leur volonté de se battre contre cette loi au travers de manifestations, de rassemblements, de débrayages, de grèves qui ont touché tout le pays.

**Jeudi 12 mai, de nouvelles manifestations sont prévues; à Tarbes, le départ est fixé à 10h30 à la Bourse du Travail.** Ce sera l'occasion de maintenir la pression sur le gouvernement, et il le faut, car le seul langage que comprend le pouvoir, c'est le rapport de force.

Hollande et ses ministres nous répètent que « ça va mieux ». Mais ça va mieux pour qui ? La minorité capitaliste n'a jamais été à plaindre. Et si cela va encore mieux pour les marchands de canon et ces PDG qui se payent des rémunérations équivalentes à 200, 300 Smic, cela empire pour le monde du travail.

Alors, les travailleurs ont toutes les raisons de refuser que le gouvernement leur impose des reculs et des sacrifices supplémentaires. La colère du monde ouvrier s'accumule depuis quatre ans. Il est plus que temps de l'exprimer.

**Pour LO 65, F Meunier**